



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington, 4ième

étage/Floor

Gatineau

Québec

K1A 0S5

| | |
|---|--|
| Title - Sujet Digital Services-Urgent for COVID19 | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation B9220-210014/A | Amendment No. - N° modif. 003 |
| Client Reference No. - N° de référence du client B9220-210014 | Date 2020-06-01 |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-626-37814 | |
| File No. - N° de dossier 626zm.B9220-210014 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-06-08 | Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Holden, Carole | Buyer Id - Id de l'acheteur 626zm |
| Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9217 () | FAX No. - N° de FAX () - |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

MODIFICATION N° 003

La présente modification vise à clarifier et à modifier la demande de propositions (DP); et à répondre aux questions des soumissionnaires.

CLARIFICATIONS :

Clarification N° 1

Référence ; la pièce jointe 4.1 Critères techniques obligatoires CTO1, CT02, et CTO5 ; et la pièce jointe 4.2 Critères techniques cotés par points CTC2, CTC3, CTC4 :

Il n'est pas nécessaire de fournir les coordonnées pour les clients cité en référence pour le CTO1, le CT02, et le CT05 de la pièce jointe 4.1 ; et pour le CTC2, CTC3, et CTC4 de la pièce jointe 4.2 lors de la date de clôture de la demande de soumissions. Toutefois, l'État se réserve le droit de demander des soumissions jugées recevable, les coordonnées des clients cités en référence pour tout projet utilisé pour démontrer les critères susmentionnés au cours du processus d'évaluation des soumissions.

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA DP :

Modification N° 7

À la partie 2 – Instruction à l'intention des soumissionnaires, 2.3 Demandes de renseignements en période de soumission, article (a) :

Supprimer :

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 8 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Insérer :

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 6 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Modification N° 8

À la partie 3 – Instruction pour la préparation des soumissions, 3.2 Section I : Soumission technique, (a) (iii) Coordonnées de clients cités en référence, article (A)

Supprimer :

Le soumissionnaire doit fournir des références de clients. Elles doivent toutes confirmer, si TPSGC le demande, les faits énoncés dans la soumission du soumissionnaire, comme il est requis pour CTO1, CTO2, et CTO5 de la pièce jointe 4.1, et pour CTC2, CTC3, et CTC4 de la pièce jointe 4.2.

Insérer :

Si demandé par l'État, le soumissionnaire doit fournir des références de clients. Elles doivent toutes confirmer, si TPSGC le demande, les faits énoncés dans la soumission du soumissionnaire, comme il est requis pour CTO1, CTO2, et CTO5 de la pièce jointe 4.1, et pour CTC2, CTC3, et CTC4 de la pièce jointe 4.2.

Modification N° 9

À la partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection, 4.2 Évaluation technique, (d) Vérification des références, article (v) :

Supprimer:

On n'accordera aucun point ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information

demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.

Insérer:

On n'accordera aucun point ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire.

Aux fins d'évaluation, IRCC acceptera les références des clients du soumissionnaire, de ses sociétés mères, de ses filiales, de ses sociétés affiliées ou d'autres entités associées du soumissionnaire. Le soumissionnaire doit préciser son lien avec l'entreprise qui a exécuté les travaux.

Modification N° 10

À la pièce jointe 4.2 Critères techniques cotés par points CTC3 :

Supprimer :

En plus des deux projets indiqués dans la réponse du soumissionnaire pour le CTO2, des points seront attribués pour tout autre projet mentionné qui répond aux exigences décrites pour le CTO2.

Insérer:

En plus des projets indiqués dans la réponse du soumissionnaire pour le CTO2, des points seront attribués pour tout autre projet mentionné qui répond aux exigences décrites pour le CTO2. Pour que les points soient attribués, chaque projet référencé doit traiter les cinq domaines décrits dans le CTO2 (Solutions numériques; Solutions d'automatisation robotisée des processus (ARP); Solutions d'analyse; Stratégie et services de cybersécurité; et Solutions pour l'intégration au système existant). Un maximum de quatre projets de référence peut être proposé.

Modification N° 11

À la pièce jointe 4.1 Critères techniques obligatoires, CTO4 Alliances mondiales :

Supprimer

Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a des alliances mondiales* avant la clôture des soumissions avec tous les fabricants de logiciels suivants : Amazon Web Services, Oracle, SAP et Microsoft.

Insérer :

Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a des alliances mondiales* avant la clôture des soumissions avec au moins trois des fabricants de logiciels suivants : Amazon Web Services, Oracle, SAP et Microsoft.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question n° 10

Référence : la section 2.3 (a) - Demande de renseignements en période de soumissions

La section 2.3 (a) exige que « toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard 8 jours civils avant la date de clôture des soumissions. ».

Étant donné que les soumissions doivent être présentées par le 8 juin et que la date limite ci-dessus exige que toutes les questions du soumissionnaire doivent être soumises d'ici demain (samedi 30 mai), est-ce que IRCC prolongera la date limite pour soumettre les questions à quatre (4) jours civils avant la date de clôture des soumissions afin de permettre au soumissionnaire de poser des questions de clarification pour améliorer sa réponse à l'IRCC?

Réponse n° 10: Voir la modification n° 7 de cette modification a la demande de soumissions.

Question n° 11

Référence : la section 3.2 (iii) (A) et 4.2 (d) (v) - Critères techniques obligatoires - Vérification des références.

La compréhension par le soumissionnaire de ces articles, en particulier de l'article 4.2 (d) (v) qui stipule « On n'accordera aucun point et/ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire) » est que les références des clients du soumissionnaire ne peuvent être utilisées que ce qui empêchera le soumissionnaire d'utiliser son expérience mondiale en réponse aux exigences obligatoires et cotées des références dans la DP et peut empêcher le soumissionnaire d'enchérir. Étant donné que l'IRCC est à la recherche des services d'une « organisation mondiale » (section 1 du l'ET), que le soumissionnaire doit démontrer ses alliances mondiales et que le soumissionnaire doit démontrer son expérience en fournissant une expertise en la matière mondiale, le soumissionnaire croit que l'intention de l'IRCC est de permettre l'utilisation de l'expérience mondiale pour répondre à toutes les exigences de référence obligatoires et notées de la DP (c.-à-d. CTO1, CTO2, CTO5, CTC2, CTC3 et CTC4) et que l'IRCC devrait le faire pour permettre que cette expérience soit mise à profit à l'appui du programme numérique de l'IRCC.

IRCC, s'il vous plaît modifier les exigences de la DP pour permettre au soumissionnaire d'utiliser les références des clients du soumissionnaire, ses affiliés et filiales pour répondre aux exigences obligatoires et notées ci-dessus de la DP.

Réponse n° 11 : Voir la modification n° 9 de cette modification a la demande de soumissions.

Question n° 12

Partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires; 2.3 Demandes de renseignements en période de sollicitation; (a) – page 8 de la Demande de soumissions

Nous comprenons que l'État doit agir rapidement pour obtenir les services d'un entrepreneur qualifié pour que ce dernier puisse offrir rapidement de nouvelles stratégies, des processus et des systèmes numériques qui permettront à IRCC de remplir son mandat et ses obligations dans le contexte de la situation d'urgence créée par la COVID-19.

Nous croyons que le niveau d'effort requis pour que les soumissionnaires démontrent les qualifications concernées avant la date limite actuelle pour répondre à la demande de soumission est raisonnable et que tout retard dans ce processus de demande de soumissions hypothéquerait la capacité d'IRCC de remplir sa mission consistant à offrir une aide essentielle aux résidents temporaires et permanents, aux personnes qui cherchent à obtenir la citoyenneté, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile ainsi que bon nombre d'autres services.

Par conséquent, nous demandons respectueusement ce qui suit :

- (1) Compte tenu du fait que la période prévue pour les questions prend fin le dimanche 31 mai, nous demandons à l'État de repousser cette date limite que la période pour les questions se termine un jour ouvrable.
- (2) Pour faire en sorte que le travail des centres d'opérations d'IRCC et que leur capacité ne soient pas davantage minés par la COVID-19, nous demandons l'État de donner aux soumissionnaires une date limite pour les réponses à la foire aux questions au plus tard cinq jours civils avant la date de clôture de la demande de soumissions.

Réponse n° 12 Voir la modification n° 7 de cette modification a la demande de soumissions.

Question n° 13 :

Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection; 4.2 Évaluation technique; (d) Vérification des références; article (v) - page 20 de la Demande de soumissions

Après examen de la demande de soumissions susmentionnées, nous avons une question au sujet du sens du terme « soumissionnaire » tel qu'il est utilisé à la partie 4.2 Évaluation technique, (d) Vérification des références, article (v) (page 20 de la Demande de soumissions) ou il est dit que : « On n'accordera aucun point ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si [...] (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou l'on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire. »

D'après l'énoncé des travaux et les critères obligatoires et techniques présentés dans la demande de soumissions en questions, nous croyons comprendre que l'État demande les services d'une organisation de calibre mondiale qui (1) possède une expertise et de l'expérience dans la mise en œuvre de solutions numériques et dans les domaines de l'immigration et de la transformation numérique et (2) dispose d'un bassin de ressources qualifiées et disponibles. Pour accomplir cet objectif, l'État aura besoin d'un entrepreneur capable de faire appel à la totalité de son expérience, de ses connaissances, de ses méthodes, de ses pratiques exemplaires, de ses outils et de ses approches pour répondre au besoin urgent d'IRCC lié à la COVID-19. Si l'on s'appuie sur la définition actuelle du terme soumissionnaire, les entreprises qui sont une association mondiale d'entités ayant en commun des réseaux, des ressources et des méthodologies n'auraient pas le droit de tirer parti de leur expérience à l'échelle mondiale, ce qui a une incidence importante sur la capacité de notre entreprise de présenter une soumission, car notre entreprise a acquis sa riche et très pertinente expérience, en ce qui a trait au besoin d'IRCC, à l'échelle mondiale.

Nous demanderions au Canada de préciser si les projets menés par des entités affiliées aux soumissionnaires ou liées à lui peuvent servir à remplir les critères obligatoires et techniques et si l'État acceptera les références de clients pour les projets où ces derniers faisaient affaire avec des entités affiliées au soumissionnaire ou liées à lui. Compte tenu de la structure juridique complexe de bon nombre de proposants potentiels, nous croyons qu'en l'absence de cette clarification, le Canada coure un risque réel de se retrouver avec de multiples soumissions non conformes. Si IRCC n'inclut pas cette précision dans la section de la Demande de soumissions portant sur l'évaluation, notre entreprise et de nombreux autres fournisseurs de services de calibre mondial seraient nettement désavantagés en raison de leur structure, ce qui limiterait l'accès d'IRCC à un bassin de soumissionnaires hautement qualifiés.

Nous proposerions d'employer la formulation suivante pour préciser le sens du terme soumissionnaire aux fins de la demande de soumissions en question : « Aux fins des exigences énoncées dans la présente demande de soumissions, on tiendra compte de l'expérience du soumissionnaire, de ses sociétés mères, de ses filiales, de sociétés affiliées ou d'autres entités associées au soumissionnaire qui seront proposées, ou encore de ses sous-traitants proposés ».

Réponse n° 13 : Voir la modification n° 9 de cette modification à la demande de soumissions.

Question n° 14 : Un report de deux semaines de la date de clôture de la période soumissions sera-t-il envisagé?

Réponse n° 14 : À l'heure actuelle, IRCC n'est pas disposé à reporter la date de clôture de la demande de soumissions.

Question n° 15:

Pièce jointe 4.2 – Critères techniques cotés – CTC3

L'exigence CTC3 indique ceci : « En plus des deux projets indiqués dans la réponse du soumissionnaire pour le CTO2, des points seront attribués ***pour tout autre projet*** mentionné qui répond aux exigences décrites pour le CTO2 ». Elle indique aussi que l'on attribuera « 10 points ***pour chaque projet indiqué*** qui répond aux critères ».

Le CTC3 exige que le soumissionnaire présente les projets qui traitent des cinq domaines d'application du CTO2 suivants :

1. les solutions numériques;
2. les solutions d'automatisation robotisée des processus (ARP);
3. les solutions d'analyse;
4. la stratégie et les services de cybersécurité;
5. les solutions pour l'intégration au système existant.

IRCC pourrait-il préciser ce qui suit :

1. Combien de projets le soumissionnaire peut-il utiliser pour satisfaire aux exigences du CTC3?
2. À la lumière de la réponse d'IRCC au point 1 ci-dessus, comment les points seront-ils attribués à chaque projet présenté en réponse au CTC3?

Réponse n° 15 Voir la modification n° 10 de cette modification de la demande de soumissions.

Question n° 16:

Coordonnées de clients cités en référence (partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions, partie 3.2 – Section I : Soumission technique; a); iii) 10 points pour chaque projet indiqué qui répond aux critères; page 14 de la demande de propositions)

Après examen de la demande de soumissions mentionnée ci-dessus, nous avons une question concernant l'exigence relative aux coordonnées des clients cités en référence, comme il est mentionné à la section 3.2, Section I : Soumission technique; a); iii) Coordonnées des clients cités en référence (page 14 de la demande de propositions).

Nous demandons respectueusement à l'État d'envisager de supprimer l'exigence relative aux coordonnées des clients cités en référence pour les CTO1, CTO2 et CTO5 dans la pièce jointe 4.1 et les CTC2, CTC3 et CTC4 dans la pièce jointe 4.2, mais d'inclure une déclaration indiquant que l'État se réserve le droit de demander les coordonnées de clients cités en référence pour tout projet cité dans la démonstration de ces critères pendant l'évaluation des soumissions. Cela a été fait dans de nombreux approvisionnements semblables et permettra à l'État d'avoir facilement accès à l'information dont il pourrait avoir besoin pour valider l'information fournie par les soumissionnaires tout en supprimant la lourde tâche de faire compiler, confirmer et fournir cette information dans le dossier de présentation. **En modifiant cette exigence, l'État évitera les retards dans l'achèvement de cet approvisionnement d'urgence essentiel lié à la COVID-19 pour IRCC.**

Il faut comprendre que, d'après l'expérience approfondie qui doit être justifiée pour démontrer le respect des critères d'évaluation, cela pourrait facilement s'élever à plus de 23 références de clients nationaux et mondiaux qui devront être avisés et disponibles alors même qu'ils réagissent aux facteurs de stress que la situation d'urgence de la COVID-19 a imposé à nos entreprises et nos activités.

Nous suggérons qu'aux fins de la présente demande de soumissions, le libellé suivant soit utilisé (une déclaration normalisée semblable à ce libellé a été utilisée dans des marchés antérieurs) :

« Les coordonnées des clients cités en référence pour les CTO1, CTO2 et CTO5 dans la pièce jointe 4.1 et les CTC2, CTC3 et CTC4 dans la pièce jointe 4.2 n'ont pas à être fournies à la clôture des soumissions. L'État se réserve toutefois le droit de demander aux soumissionnaires retenus les coordonnées de clients cités en référence pour tout projet utilisé dans la démonstration desdits critères pendant le processus d'évaluation des soumissions. »

Réponse n° 16 Voir la clarification n° 1 de cette modification de la demande de soumissions.

Question n° 17:

CTO 4 – Alliances mondiales (page 91 de la demande de propositions)

Dans de nombreux cas, en raison des structures organisationnelles et juridiques, les entités soumissionnaires ne peuvent pas avoir d'entente officielle au sens du CTO4 avec des entreprises de logiciels en particulier, mais elles ont des ententes de marché informelles qui permettent d'accéder à des professionnels spécialisés de chaque entreprise possédant une expertise dans le logiciel en question et de réunir ces professionnels.

La définition actuelle d'« alliance mondiale » n'en tient pas compte et exclura par inadvertance les organisations mondiales qualifiées qui possèdent les qualifications, l'expertise et l'expérience nécessaires pour répondre aux besoins de l'État. Sans modifier cette exigence, l'État risque d'avoir, au moment de la clôture des soumissions, un seul soumissionnaire conforme qui n'aura pas à démontrer les meilleures qualifications ou les qualifications les plus concurrentielles pour obtenir l'attribution du contrat subséquent.

Pour rectifier cette situation, nous demandons respectueusement à l'État de modifier comme suit le CTO4 :

« Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a des alliances mondiales avant la clôture des soumissions avec **au moins 3 des** fabricants de logiciels suivants : Amazon Web Services, Oracle, SAP et Microsoft. »*

Réponse n° 17 Voir la modification n° 11 de cette modification de la demande de soumissions

Question n° 18:

CTC4 b) : Nous comprenons que l'État cherche à obtenir les services d'une organisation mondiale qui a la capacité d'exécuter et d'innover en fonction de normes qui appuient l'excellence. Compte tenu de l'utilité de l'expérience pertinente et de l'importance d'un bilan de réussites dans ce domaine, nous aimerions demander que le projet cité en référence se limite à la démonstration de la capacité d'exécuter et d'innover avec succès dans le domaine de l'immigration mondiale ou de la gestion des frontières.

Selon les points attribués au CTC4 b), un soumissionnaire pourrait obtenir le maximum de points sans posséder d'une expérience adéquate de l'immigration mondiale ou de la gestion des frontières. Par conséquent, il y a un risque que les besoins de l'État ne soient pas satisfaits et que le soumissionnaire le plus compétent ne soit pas sélectionné. Nous suggérons que pour qu'IRCC obtienne les services de l'entrepreneur le plus qualifié, le CTC4 b) soit modifié comme suit :

*« b) les détails concernant un projet **lié au domaine de l'immigration mondiale ou de la gestion des frontières** dans le cadre duquel le soumissionnaire a démontré une solide capacité à exécuter les travaux et à innover avec succès, comment il a fait preuve d'une vision en phase avec l'évolution du travail dans le domaine des TI et comment il a adopté des normes solides qui favorisent l'excellence. »*

Réponse n° 18 IRCC n'envisagera pas de modifier l'exigence.

Question n° 19:

Le CTC2 exige que le soumissionnaire fournisse quatre (4) références de projet qui satisfont aux critères du CTC1 pour obtenir un maximum de 40 points (10 points par projet). L'État pourrait-il préciser si les deux références de projet présentées sous le CTO1 peuvent être présentées sous le CTC2, laissant deux références de projet supplémentaires pour recevoir un maximum de 40 points, ou bien le soumissionnaire doit-il présenter quatre références de projet supplémentaires sous le CTC2 et ne pas inclure les références présentées sous le CTO1 (c.-à-d. six références de projet qui répondent au CTC1 au total) pour obtenir une note maximale de 40 points?

Réponse n° 19 Les projets pour la CTC2 ne doivent pas être les mêmes que les projets utilisés pour répondre à CTO1, Par conséquent, le soumissionnaire doit fournir quatre projets supplémentaires pour le

CTC2 afin d'obtenir le maximum de 40 points (10 points pour chaque projet identifié qui répond au critère).

Question n° 20:

Le CTC3 indique que le soumissionnaire doit présenter des références de projet supplémentaires qui satisfont au CTO2 – Expérience de la fourniture de solutions numériques. Le CTO2 indique que le soumissionnaire doit fournir deux références de projet pour chacun des cinq domaines, c'est-à-dire les solutions numériques, les solutions d'ARP, les solutions d'analyse, la stratégie et les services de cybersécurité et les solutions pour l'intégration au système existant. L'État pourrait-il confirmer que le soumissionnaire doit présenter quatre (4) références de projet supplémentaires **par domaine** pour obtenir le maximum de 40 points?

Réponse n° 20 : Voir la modification n° 10 de cette modification de la demande de soumissions

Question n° 21:

La COVID-19 a eu une incidence importante sur tous les services gouvernementaux, dont l'immigration. Pour répondre à vos demandes, nous comprenons que les services numériques devraient être mis à profit pour accroître l'efficacité de ces services, d'où la nature urgente de cet approvisionnement.

Toutefois, pour répondre adéquatement aux exigences de cet approvisionnement, la communauté des fournisseurs doit relever les mêmes défis liés à la COVID-19 que le gouvernement du Canada : la baisse d'efficacité en raison de l'absence de colocation et la difficulté à entrer en contact avec les collègues et les partenaires commerciaux. Pour répondre à l'invitation B9220-210014/A, un soumissionnaire pourrait avoir besoin de 18 références de projet pour les critères obligatoires et de 6 à 12 références de projet supplémentaires pour les critères cotés. Toutes les références de projet exigent que le soumissionnaire communique avec la personne citée en référence, lui demande l'autorisation d'agir à titre de personne citée en référence au nom du soumissionnaire et accepte la rédaction des références de projet qui seront présentées à l'État aux fins d'évaluation. Cela représente pour le fournisseur un effort considérable pour prouver à l'État qu'il est en mesure d'offrir les services numériques requis.

Qui plus est, pour satisfaire aux critères d'évaluation, le soumissionnaire aura besoin de références de projet provenant de partout dans le monde en raison de la nature limitée des critères d'évaluation (c.-à-d. seulement les ministères ou organismes nationaux consacrés à l'immigration, aux douanes ou au commerce international). Cela exerce une pression supplémentaire sur le soumissionnaire pour qu'il fournisse un soutien adéquat aux critères obligatoires et cotés.

Nous demandons à l'État de reporter la date limite de cet approvisionnement au lundi 6 juillet 2020 afin de donner le temps nécessaire pour y répondre.

Réponse n° 21 : À l'heure actuelle, IRCC n'est pas disposé à reporter la date de clôture de la demande de soumissions. Les révisions incluses dans cette modification à la demande de soumissions visent à alléger les efforts requis pour les références au projet.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.